

Déclaration suivie d'un débat sur l'intervention des forces armées en Libye :

## Déclaration de Roland Muzeau



**Député de la composante Communiste, Républicaine, Citoyenne et du Parti de Gauche**  
**Département des Hauts-de-Seine**  
**Groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine**

*22 mars 2011*

### **Mardi 22 mars 2011 – 1ère séance**

Monsieur le Président, Messieurs les ministres, Mes chers collègues, Quand dans tant d'autres pays voisins, un débat a eu lieu sur l'opportunité d'entrer en guerre avec la Lybie, ici, dans notre belle démocratie, on ne donne que quelques minutes de temps de parole à la représentation nationale pour s'exprimer. Que penser d'une telle parodie de consultation démocratique alors que notre pays est déjà entré en guerre ?

Ce débat est néanmoins l'occasion pour nous d'exprimer à nouveau notre solidarité avec les peuples arabes en général, et avec le peuple libyen, en particulier, mus par un souffle de libération, aussi profond que légitime.

Cette solidarité avec le peuple libyen ne saurait pour autant annihiler tout esprit critique à l'endroit du comportement de notre propre pouvoir

exécutif, dont les choix diplomatiques sont illisibles, contradictoires, et aboutissent in fine à altérer notre crédibilité internationale.

Un déclin que semble signifier l'ultime épisode de l'entrée en guerre de la France contre la Libye dans le cadre de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU.

Au-delà de l'élan politico-médiatique de ces derniers jours, l'intervention militaire en Libye repose sur deux fictions.

L'Elysée et ses portes paroles, repris avec une certaine cécité par la majorité des médias, prétendent qu'il y aurait une unité de la communauté internationale pour soutenir les bombardements en Libye. Au mieux il s'agit là d'une erreur d'analyse, au pire d'un mensonge, d'une manipulation.

Permettez-nous, en effet, de souligner les méfiances et les oppositions qui s'expriment autour de cette intervention militaire. Il suffirait de rappeler ici la position de certaines puissances mondiales comme l'Inde, la Chine et la Russie, qui refusent de soutenir l'offensive militaire.

Mais l'attitude d'autres pays est plus significative encore.

Il y a d'abord l'Allemagne, 1ère puissance européenne, qui s'est abstenue sur la résolution lors du vote du Conseil de Sécurité. Son vice-chancelier et ministre fédéral des affaires étrangères, résumait au Guardian sa position en ces termes : « Une solution militaire semble très simple mais elle ne l'est pas. C'est risqué et dangereux, les conséquences peuvent être imprévisibles (...) Nous admirons la révolution tunisienne mais nous voulons que ces mouvements soient renforcés et pas affaiblis (...) Examiner des alternatives à un engagement militaire, ce n'est pas ne rien faire. ».

En cela, l'Allemagne rejoint le Brésil, 1ère puissance sud-américaine, qui s'inquiète, par la voix de son ambassadrice à l'ONU du risque d'exacerber les tensions sur le terrain au détriment des populations civiles que nous sommes engagés à protéger. Les Brésiliens insistent sur le caractère spontané des révolutions arabes et alertent sur le risque d'en changer le récit, ce qui aurait de sérieuses répercussions pour la Libye et le reste de la région.

Des pays de l'Amérique Latine ont fait savoir le 19 mars dernier « qu'ils rejetaient toute intervention militaire en Libye ». Le chancelier argentin Héctor Timerman a mis en cause le fait que ces attaques contre le territoire libyen menées par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, n'aient pas fait l'objet d'un large débat au Conseil de Sécurité ou à l'Assemblée Générale des Nations Unies. Le président Uruguayen a, quant à lui, qualifié de "lamentable" l'attaque des forces armées contre la Libye : « Le remède est pire que la maladie ; Sauver des vies à coup de bombes est un contresens inexplicable. C'est à en pleurer. »

Surtout, cette offensive militaire ne trouve pas grâce aux yeux des peuples de la région, qui rejettent la figure dictatoriale de Kadhafi, mais qui refusent également de cautionner toute nouvelle expression de l'impérialisme occidental. Le chef de la Ligue arabe Amr Moussa a critiqué dimanche les bombardements occidentaux sur la Libye, estimant qu'ils s'écartent "de l'objectif d'instauration d'une zone d'exclusion aérienne, et ce que nous voulons c'est la protection des civils et pas le bombardement de d'avantage de civils".

D'ailleurs, en Tunisie, la presse prononce un verdict sévère contre les bombardements aérien, craignant qu'ils plongent le Maghreb et le Moyen-Orient dans l'instabilité, allant même jusqu'à redouter que cette action fasse de la région « une zone de tension et une base avancée pour les forces impérialistes qui n'ont pas intérêt à voir la région vivre un sursaut social révolutionnaire, nationaliste et démocratique » et « souille la bataille du peuple libyen contre la junte corrompue ». La Turquie a également fait connaître son opposition à l'option militaire.

L'Union Africaine a, quant à elle, réclamé la fin des opérations militaires contre le régime libyen en rappelant que la « communauté internationale » avait rejeté son offre d'envoyer une délégation de paix en Libye.

Dès lors, quel objectif vise cette fiction d'unanimité internationale ? Il s'agit de masquer la réalité politique et géopolitique de cette guerre qui n'est rien d'autre qu'une intervention occidentale menée par des ex-pays colonisateurs.

La seconde fiction sur laquelle repose cette offensive militaire, consiste à faire de la France et, de Nicolas Sarkozy en particulier, la force d'impulsion, de conception et de décision à l'origine de cette opération militaire. Or la réalité est cruelle pour l'orgueil national et le narcissisme de notre président. En effet, nos concitoyens doivent savoir que dans cette opération, notre pays n'est ici que le bras armé des Etats-Unis. Le Washington Post et le New-York Times résumant parfaitement l'ordonnement des événements : ce sont les Etats-Unis, et eux seuls, qui ont décidé de se lancer dans l'opération diplomatique visant à faire adopter la résolution du Conseil de sécurité décidant de l'emploi de la Force en Libye. S'ils ont créé les conditions pour laisser croire que la France était le leadership dans cette affaire, c'est parce que cela arrangeait bien le Président Obama. Et contrairement au storytelling concocté par l'Elysée, ce sont bien les Américains qui commandent dans cette « Aube de l'Odysée », sous les ordres du général Américain Carter F. Ham. Aujourd'hui il est même question que les forces armées passent sous commandement de l'OTAN. On ne pourrait rêver mieux pour envenimer encore un peu plus la situation !

Une fois encore, n'en déplaise à la majorité de cet hémicycle : cette guerre contre la Libye, où la France apparaît comme en étant l'instigatrice, s'inscrit dans la récente série noire d'incohérences de notre diplomatie française qui lui a fait perdre tout son crédit international.

D'abord, parce que personne n'a la mémoire courte même si certains peuvent être frappés d'amnésie passagère. Cette nouvelle guerre n'est-elle pas, officiellement du moins comme le prétend le Président Sarkozy, le moyen de se débarrasser d'un affreux dictateur sanguinaire ? Pourtant, n'est-ce pas le même président qui a signé différents partenariats avec Muhamar Kadhafi, en juillet 2007, dont un « partenariat industriel de défense », prometteur pour les sociétés d'armement françaises et pour les affaires de M. Dassault ? N'était-ce pas un ami que le président de la République et le Président de l'Assemblée recevaient, avec les plus grands égards en décembre 2007, quand pour notre part nous dénoncions avec la plus grande fermeté l'invitation du dictateur libyen ? N'est-ce pas deux membres du gouvernement actuel (M. Ollier et M. Guéant) qui furent les artisans de ce rapprochement ? N'est-ce pas l'actuel ambassadeur de France en Tunisie qui venait sur les plateaux de télévision défendre ce criminel en se vantant que celui-ci l'appelait « mon fils » ?

Et qui annonce que la France reconnaît le gouvernement d'opposition Libyen ? Monsieur Bernard Henri Levy et le Conseil transitoire Libyen au moment même où notre ministre des affaires étrangères négociait une position commune avec nos partenaires européens ! Comment peut-on espérer que l'on prenne au sérieux notre politique étrangère ! On peut dès lors se demander si cette reconnaissance a été envisagée comme il se devait ! En effet, la seule chose que nous savons avec certitude de ce Conseil transitoire libyen c'est que son président est un ancien ministre de la Justice de Kadhafi, que son chef d'Etat major est un ancien ministre de l'Intérieur et que d'autres préfèrent conserver l'anonymat. N'était-il pas nécessaire là encore que notre pays prenne plus de précaution ou, en tout cas, qu'il ne décide pas à la place du peuple Libyen qui est en capacité de le représenter ?

Notre politique étrangère met aussi, et surtout, en évidence une politique de deux poids deux mesures en matière de droit d'ingérence.

La politique étrangère française a fait valoir le principe de non-ingérence pour justifier son silence assourdissant et son immobilisme lors du soulèvement du peuple tunisien. Une non-ingérence d'autant plus justifiée qu'il s'agissait d'une ancienne colonie Française. Mais le Gouvernement Français n'hésitait pas, dans le même temps, à proposer au dictateur Ben Ali le savoir-faire de nos forces de sécurité et à réclamer la démission de Gbagbo s'immisçant ainsi directement dans le processus électoral ivoirien.

Incohérence toujours et encore de notre politique étrangère quand nous voulons être les premiers à lancer des tapis de bombes sur un pays qui ne nous a pas déclaré la guerre et quand notre diplomatie est totalement muette face à la violente répression du mouvement populaire au Bahreïn par le régime du roi Hamad Ben Issa Al-Khalifa ? Ou encore face au massacre de la population civile par le régime du Président Saleh au Yémen ? Pourquoi ne réagissons-nous pas avec humanité et discernement quand l'Arabie Saoudite ou les Emirats arabes unis, pétromonarchies amies, aident le Bahreïn à écraser la révolte citoyenne ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'interdiction de l'espace aérien pour protéger Gaza de l'aviation israélienne ?

Vous l'aurez compris, Messieurs les ministres, mes chers collègues, notre voix ne s'associera pas à la vôtre pour soutenir, dans un unanimité béat, l'intervention militaire en Libye.

Nous sommes intransigeants sur la condamnation du régime Libyen qui réprime son peuple, et nous jugeons à cet égard légitimes les sanctions votées par l'ONU contre le régime. Contrairement à vous, nous n'avons pas changé d'avis sur l'opinion que l'on peut se faire d'un dictateur sanguinaire comme Kadhafi et, demain non plus nous ne changerons pas d'avis quand bien même la majorité nous promettrait la main sur le cœur que l'homme serait redevenu fréquentable, parce qu'il pourrait sauver notre pays en crise. Nous ne sacrifierons jamais les peuples au nom du pragmatisme !

En revanche, le discernement nous conduit à condamner les frappes militaires sur la Libye à laquelle la France participe, soutenue par la majorité des forces politiques françaises, avec un entrain qui frise l'indécence.

Nous restons convaincus, avec l'écrivain Algérien Boualem Sansal, que « La guerre entre le bien et le mal n'a jamais profité qu'au mal ». Et pour nous, la décision de bombarder la Libye soulève la question incontournable des risques d'engrenage et de confrontation militaire élargie, avec toutes les conséquences désastreuses que l'on connaît pour les populations civiles. La tragédie qu'a connue et que connaît aujourd'hui le peuple irakien est encore trop présent en nos mémoires, pour ne pas nous conduire à la plus grande prudence quand le choix de la guerre est préféré aux initiatives qui privilégient des sorties de crise sans intervention militaire. Nous espérons, de toutes nos forces, que cette guerre ne conduira pas le peuple Libyen à regretter, dans quelques mois, le régime de Kadhafi, comme ce fut le cas pour les Irakiens.

La résolution 1973 prévoit le gel des avoirs libyens, l'interdiction de voyager de ses dirigeants, un embargo sur les armes, un appel à un cessez le feu, des poursuites devant la Cour Pénale internationale et une zone aérienne d'exclusion. Autant de mesures légitimes pour étouffer le régime Libyen et protéger les populations civiles. Mais, elle ne s'en tient pas là puisqu'elle autorise, dans son paragraphe 4, « les Etats membres à prendre toutes mesures nécessaires » pour assurer la zone d'exclusion aérienne. Un membre de phrase qui justifie, pour la coalition, les bombardements aériens aujourd'hui. Et demain, une offensive terrestre dont les conséquences seraient catastrophiques ? La Russie et la Ligue arabe ont d'ores et déjà dénoncé cette lecture de la résolution, et estimé que la coalition excédait le mandat de l'ONU de faire respecter une zone d'exclusion aérienne.

Faire respecter une zone d'exclusion aérienne n'impose pas d'avoir recours à des bombardements qui, immanquablement, feront des victimes civiles. Plus personne ne peut croire au mythe des frappes chirurgicales et à celui de la guerre propre ! La France a mis le doigt dans l'engrenage, elle devra porter la responsabilité d'un échec, tant devant le peuple Libyen que devant le peuple français, si l'option choisie nous conduit à un enlèvement.

La légèreté dénoncée par les Nations étrangères, au premier rang desquelles, l'Allemagne, l'Inde, la Russie ou le Brésil, nous conduit à nous interroger sur les objectifs réels poursuivis, tant des questions essentielles restent aujourd'hui sans réponse : quelles sont les capacités de frappes de Kadhafi ? Est-il envisagé à un moment d'en passer par une action juridique ou politique pour sortir de la crise ? La réalité anthropologique de la Lybie a-t-elle prise en compte avec tous les risques d'affrontements tribaux ? Les leçons du fiasco somalien ont-elles été tirées ? Le pire a-t-il été envisagé ? Quel est le plan dans l'hypothèse probable d'un enlèvement, d'une partition du pays et d'une division de la communauté internationale encore plus marquée qu'elle ne l'est aujourd'hui ?

Trop d'incertitudes pèsent sur cette intervention militaire et ses conséquences. Le risque d'une escalade est trop grand. Et s'il y a un prix à payer dans l'avenir, il faut souhaiter que ce ne soit pas le peuple libyen qui paie. Il paye déjà trop cher le maintien d'une dictature dont il ne veut plus.

Du reste, nous ne cautionnerons pas la moindre intervention qui ne viserait, comme de plus en plus de voix l'affirment au-delà de nos frontières, qu'à faire main basse sur le pétrole Libyen en instrumentalisant son peuple, en en passant par la scission du pays.

Les députés communistes et républicains font aujourd'hui preuve d'un grand courage politique en refusant de mêler leur voix à l'unanimité béat et aveugle qui rassemble autour du Président Sarkozy et l'entrée en guerre de la France. Car, comme le dit fort justement Rony Brauman, jamais des bombardements n'ont permis d'installer la démocratie ou de pacifier un pays !